



La privatisation du terrorisme est en marche...

Par [Capitaine Martin](#)

Région : [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 29 juin 2015

resistance-politique.fr

Hervé Falciani est un opportuniste. Il peut endosser différents rôles et se complaire dans un langage abscons, mais il sait surtout nager en eaux troubles. L'informaticien franco-italien est connu pour être le personnage clé de l'incroyable affaire HSBC. Il est surtout à l'origine du vaste scandale d'évasion fiscale autour de la filiale helvétique de la banque HSBC. « *Si l'on veut contrebalancer l'impunité, il faut aussi se donner les moyens de le faire* », a déclaré ce lanceur d'alertes dont les fichiers prélevés chez son ancien employeur ont permis à un [consortium de journalistes mené par Le Monde](#) de dévoiler un immense scandale d'évasion fiscale.

Plus de 5,7 milliards d'euros auraient été dissimulées par la banque dans des paradis fiscaux pour ses seuls clients français. Le 28 janvier 2014, sous le titre « [listes HSBC : la saga d'une enquête explosive sur l'évasion fiscale](#) », *Le Monde* publiait une première série d'articles dévoilant les dessous de l'enquête judiciaire française. Mais il manquait l'aspect mondial...

Quelques jours plus tard, une personne se présentait à l'accueil du quotidien, boulevard Auguste Blanqui, à Paris. Cette source remit aux journalistes une clé USB contenant la totalité des fichiers établis à partir des « données Falciani », dans le plus grand secret, à compter de 2009, par les services fiscaux français, parfois en dépit des réticences du pouvoir politique.

Qui trouve-t-on sur ces listings ? Des hommes politiques, des vedettes du show-biz, des icônes du sport et des capitaines d'industrie, mais aussi des trafiquants d'armes et de stupéfiants [et même des financiers d'organisations terroristes](#). Oussama Ben Laden, rappelle *Le Monde*, appelait « [Golden chain](#) » (la chaîne en or) la liste de ses vingt sponsors. Or, plusieurs d'entre eux étaient des Saoudiens clients de HSBC. Curieusement, cette liste sulfureuse saisie dans les locaux d'une mystérieuse fondation à Sarajevo en 2002 lors d'une opération spéciale des forces bosniaques n'avait pas suscité de réactions particulières de la banque HSBC à l'époque. [Il s'agissait pourtant de la liste des principaux financeurs d'al-Qaïda](#). Parmi ceux-ci un prince saoudien qui a protégé le chef d'al-Qaïda, l'ancien trésorier d'une présumée organisation écran du groupe terroriste, un autre prince dont l'épouse a envoyé de l'argent à un des auteurs des attentats du 11-Septembre. Que savait la banque de cette nébuleuse ? HSBC a admis des « défaillances » au niveau de sa filiale suisse. « HSBC Private Bank a accueilli un certain nombre de clients qui n'étaient pas entièrement en règle avec leurs obligations fiscales », a précisé la banque. Un terrible euphémisme...

Mais HSBC n'est pas la seule banque à avoir les mains sales. En témoigne [une plainte, qui remonte à août 2014, d'un groupe de vétérans étasuniens ayant combattu en Irak](#). Barclays, le Crédit suisse, Standard Chartered et la Banque royale d'Écosse sont en effet accusés de

ne pas avoir bloqué le blanchiment d'argent qui a permis le financement de groupes combattants en Irak. Ces banques ont toutes accepté de payer une amende de quelque trois milliards de dollars pour avoir la paix.

Rien de nouveau donc, à moins que l'enquête menée par l'ICI, [le consortium de journalistes d'investigation qui a travaillé avec Le Monde sur les fichiers de HSBC](#), ne mette en lumière des liens, jusque-là non prouvés, entre les comptes suspects et l'État islamique. Un rapport émanant du magazine économique Forbes considère ce dernier comme étant le groupe islamiste le plus richement doté. [Son patrimoine, toujours selon le même rapport, avoisinerait les deux milliards de dollars.](#)

Le réseau de financement de l'État islamique est très complexe et repose sur de nombreuses sources : du commerce du pétrole qui serait selon de nombreux analystes la principale ressource de l'organisation terroriste en passant par les raptés et les trafics de passeports. Le pillage de banques de Mossoul, ville irakienne conquise en juin 2014, aurait [selon le Washington Post](#) rapporté aux islamistes un peu moins d'un demi-milliard de dollars. De quoi voir venir...

L'économiste italienne [Loretta Napoleoni](#), dans un entretien donné en août dernier à [l'International Business Times](#), affirme que les moyens qui permettent habituellement de couper les financements directs aux organisations terroristes islamistes ne peuvent s'appliquer à l'État islamique qui « *opère dans le cadre d'une économie fermée basée sur l'échange de papier-monnaie dans les territoires conquis* ». Une privatisation du terrorisme en quelque sorte...

Capitaine Martin

La source originale de cet article est [resistance-politique.fr](#)
Copyright © [Capitaine Martin](#), [resistance-politique.fr](#), 2015

Articles Par : [Capitaine Martin](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca